

Ukraine: la dimension religieuse du conflit

Bien que la religion ne soit pas le facteur principal du conflit en Ukraine, elle y a joué un rôle important. La rhétorique et les traditions religieuses font non seulement désormais partie de la polarisation croissante de la société ukrainienne, mais le conflit a aussi profondément modifié des institutions orthodoxes centenaires.

Par Cora Alder, Palwasha Kakar, Leslie Minney

Les oblasts de Louhansk et Donetsk, situés en Ukraine orientale et formant la région du Donbass, sont depuis 2014 le théâtre d'une guerre active qui a fait plus de 13 000 morts et déplacé 1,6 million d'Ukrainiens. Le conflit a éclaté quand l'ancien président ukrainien, Viktor Ianoukovich, a été destitué après avoir refusé de signer l'accord d'association avec l'UE, ce rejet ayant déclenché de violentes protestations. Le vide de pouvoir à Kiev a été suivi par l'annexion de la Crimée par la Russie et des troubles en Ukraine orientale, poussant finalement des forces séparatistes soutenues par la Russie à prendre contrôle de la majorité du Donbass. Différents types de cessez-le-feu ont été mis en place mais aucun n'a duré. Des ententes politiques ne se sont pas vraiment matérialisées. Kiev et Moscou ont pris récemment des mesures pour retirer leurs troupes de plusieurs secteurs de la ligne de contact.

Une revendication indépendantiste, religieuse et enracinée dans l'histoire vis-à-vis de l'Église orthodoxe russe (EOR) est réapparue au milieu de ce conflit politique complexe. En janvier 2019, le Patriarcat œcuménique de Constantinople – *primus inter pares* parmi les dirigeants orthodoxes – a accordé son indépendance (autocéphalie) à l'Église orthodoxe d'Ukraine (EOdU). Les appels à l'autocéphalie sont antérieurs à la guerre du Donbass. La dé-



Bartholomée Ier, le patriarche œcuménique de Constantinople, signe la déclaration (tomos) d'autocéphalie de l'Église orthodoxe d'Ukraine le 5 janvier 2019. *Murad Sezer / Reuters*

claration d'autocéphalie a cependant été interprétée à travers le prisme du récent conflit politique en Ukraine. La création et la reconnaissance d'une Église orthodoxe nationale a bouleversé l'orthodoxie mondiale et suscité de vives réactions de la part des acteurs politiques en Ukraine, en Russie et dans le monde entier.

Les tensions entre l'orthodoxie en Ukraine et au-delà ont accéléré et intensifié les dy-

namiques religieuses dans le conflit politique plus général: la Russie estime que l'Ukraine doit être protégée de l'ingérence occidentale et souligne une culture, une tradition religieuse et une histoire communes. En revanche, les décideurs politiques ukrainiens réclament la souveraineté territoriale assortie d'une identité ukrainienne distincte de la Russie. Une Église nationale autocéphale est pour eux un indicateur de cette indépendance. Les organisations religieuses

ont pris parti et ont sollicité le soutien soit de l'armée ukrainienne soit des unités de combat séparatistes pro-russes dans le Donbass. L'appartenance ecclésiastique s'est polarisée et a divisé la société en juridictions orthodoxes, restreignant les efforts de consolidation de la paix des acteurs religieux. Le sujet de la religion est inextricablement lié au conflit en Ukraine, et il est nécessaire d'en tenir compte si l'on souhaite mieux résoudre ce dernier.

Le désir d'autocéphalie

Depuis les années 1990, trois églises orthodoxes ont revendiqué le statut d'Église nationale d'Ukraine et les appels à la création d'une Église orthodoxe autocéphale en Ukraine, autonome et non assujettie à une autorité extérieure n'ont pas manqué. L'«Église orthodoxe ukrainienne – Patriarcat de Moscou» (EOU-PM), qui fait partie intégrante de l'EOR, est numériquement la plus grande église en Ukraine où elle compte plus de 12 000 paroisses. En 1992, le patriarche Philarète a rompu avec la tradition pour créer l'«Église orthodoxe ukrai-

Le salut reconnu par l'orthodoxie mondiale en Ukraine n'était possible officiellement que par une église associée avec la Russie.

nienne – Patriarcat de Kiev» (EOU-PK), la «vraie» Église nationale ukrainienne. L'EOU-PK a vite regroupé sous sa houlette environ 4700 communautés et bénéficié d'un vaste soutien en Ukraine. Philarète était très populaire parmi les nationalistes ukrainiens qui voyaient en lui un héros national. L'«Église orthodoxe autocéphale ukrainienne» (EOAU) a été fondée dans les années 1920 et rétablie dans les années 1990; il s'agissait ici aussi d'une tentative d'en faire une Église autocéphale ukrainienne. Avec environ 1200 paroisses, c'est la plus petite des trois.

La religion fait partie intégrante de la vie personnelle et sociale en Ukraine. Un fidèle ukrainien typique n'aurait probablement pas remarqué de grandes différences liturgiques entre les trois églises orthodoxes, la messe y étant quasiment identique. Le conflit a cependant accentué les distinctions. Comme d'autres églises orthodoxes considéraient l'EOU-PK et l'EOAU comme schismatiques et non canoniques (c'est-à-dire illégitimes), leurs sacrements et autres rites de passage n'étaient pas reconnus. Le salut reconnu par l'orthodoxie mondiale en Ukraine n'était par conséquent

possible officiellement que par l'intermédiaire de l'EOU-PM, une église associée avec la Russie, avec laquelle l'Ukraine est actuellement en conflit.

Continuellement persuadé par le patriarche Philarète et d'autres acteurs, le Patriarcat de Constantinople a accordé à l'Ukraine une Église orthodoxe autocéphale, l'EOd'U, en janvier 2019. La création d'une nouvelle église a eu pour effet de fusionner l'EOU-PK et l'EOAU. Aujourd'hui, l'EOd'U compte approximativement 7000 paroisses. Plusieurs paroisses en sont encore au stade de la transition. Jusqu'à présent, la nouvelle église n'a guère été reconnue sur la scène internationale et par l'orthodoxie mondiale.

Le politique et le religieux

Une Église nationale autocéphale n'aurait pas pu être établie sans soutien politique. Petro Poroshenko, ancien président, était le défenseur politique le plus ardent des efforts déployés par l'EOd'U pour s'affranchir de l'Église orthodoxe russe. En avril 2018, M. Poroshenko a commencé à lancer un appel à Bartholomée Ier, *primus inter pares* de l'orthodoxie mondiale, en faveur de l'autocéphalie de l'Église. Une majorité des membres du Parlement soutenaient son appel. En 2019, M. Poroshenko a mené sa campagne électorale sous le slogan «Langue! Armée! Foi!», faisant de la lutte pour une église autocéphale une dimension de la lutte plus générale de l'Ukraine pour la reconnaissance de son indépendance vis-à-vis la Russie.

À cet égard, l'État ukrainien considérait que l'EOU-PM était une source d'influence russe et refusait de coopérer avec elle. Un projet de loi essayant de dénoncer l'EOU-PM comme une alliée de Moscou a été introduit au Parlement. Un autre projet de loi avait pour objectif de simplifier le transfert de paroisses à la nouvelle Église nationale attendue. Les efforts politiques de M. Poroshenko ont fait des appartenances ecclésiastiques une marque d'identité et de soutien politique pour les acteurs dans le conflit du Donbass: soutenir l'EOd'U signifiait d'une part une allégeance aux intérêts ukrainiens, l'affiliation l'EOU-PM impliquait d'autre part un alignement avec les forces séparatistes et la Russie. Indépendamment de la défaite électorale de M. Poroshenko en 2019, ce cadrage politique a eu des répercussions durables sur les discours entourant l'identité nationale ukrainienne qui continuent de diviser les parties au conflit du Donbass.

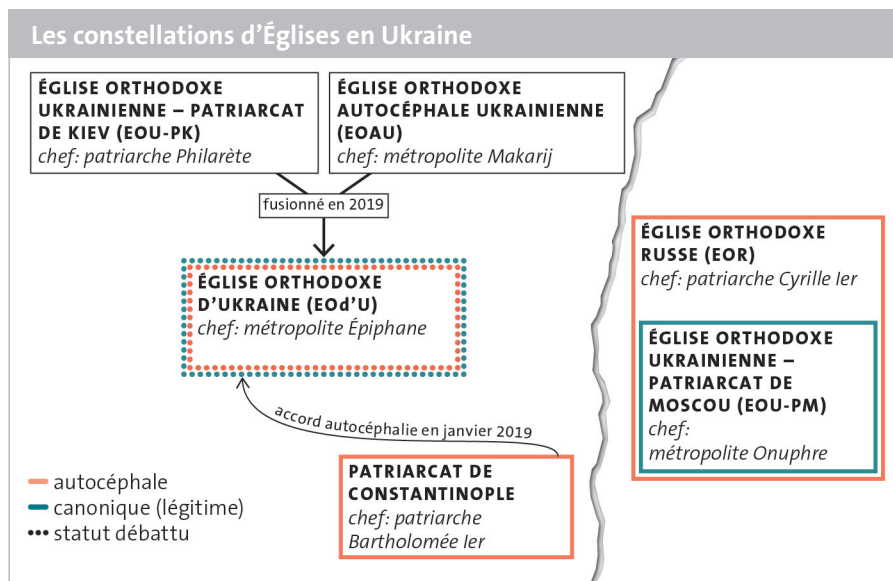
Autrefois, les chefs d'État ukrainiens entretenaient de bonnes relations avec la branche de Kiev ou de Moscou de l'Église orthodoxe et étaient impliqués dans les affaires religieuses. Les relations Église-État ont pris une nouvelle tournure sous Volodymyr Zelensky. Fils de parents juifs, le nouveau président ukrainien n'appartient à aucune confession et considère que la religion est une affaire privée. Il a réitéré ce message lors de sa rencontre avec les représentants des églises et organisations religieuses ukrainiennes en décembre 2019.

La Russie et l'EOR

Le Kremlin promeut le concept de *Russkiy Mir* (Monde russe ou Paix russe), centré sur une unité géopolitique et idéologique des Slaves orientaux en Biélorussie, en Russie et en Ukraine. Tout en accentuant également la nature multi-ethnique et multi-religieuse de la Russie, le Kremlin met en relief son mandat de protection envers tous les Russes et russophones contre l'ingérence et la corruption morale occidentales. À cet effet, le Kremlin a renforcé ses liens avec l'EOR et la religion orthodoxe russe fait maintenant partie intégrante des aspirations nationales visant à rétablir l'influence de la Russie. Le renouveau des valeurs spirituelles et morales traditionnelles de la Russie est l'un des intérêts stratégiques figurant dans sa Stratégie de sécurité nationale de 2015.

La poursuite par l'Ukraine de son affranchissement de la tutelle religieuse de l'EOR signifiait une perte d'influence russe potentielle en Ukraine. Anticipant cela, les acteurs politiques et religieux russes ont donc essayé de prévenir une déclaration d'autocéphalie. Lors de sa visite en Ukraine en 2009, le patriarche Cyrille, chef de l'EOR, a invoqué le concept de «Sainte Russie» pour suggérer que l'EOR est l'église de toute la «Russie historique». Sur ce, il a proposé une «Sainte Russie» comme entité décentralisée, avec Kiev comme berceau de la Russie, comme ville sacrée et bastion de la foi orthodoxe. Les actions de la Russie en 2014 ont cependant miné ses notions d'«unité civilisationnelle dans la foi, les valeurs et les traditions». L'annexion de la Crimée a renforcé les sentiments d'identité ukrainienne et d'ukrainitude.

Dans le sillage des événements de 2014, les dirigeants de l'EOR ont abandonné l'idée d'une unité entre la Russie et l'Ukraine pour fixer leur attention sur un Monde russe lut- tant contre la déchristianisation croissante de l'Occident. Ils considèrent que l'EOd'U sape les tentatives de l'EOR d'édifier une



civilisation orthodoxe et fait obstacle à l'unité de l'orthodoxie mondiale. L'Ukraine est présentée comme étant tombée sous l'influence occidentale – particulièrement celle des États-Unis. Si l'on en croit les propos du ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, en 2018, l'octroi de l'autocéphalie à l'EOd'U est une provocation orchestrée par le patriarche Bartholomée Ier avec le soutien direct de Washington.

Participation active au conflit

Les acteurs religieux ont réagi au conflit du Donbass d'une manière qui a alimenté à la fois le conflit et la paix. La mobilisation en fonction de l'appartenance ecclésiastique existait antérieurement, mais s'est intensifiée avec la déclaration d'autocéphalie de l'EOd'U en 2019. L'Ukraine a assisté depuis 2014 à des vagues de mobilisation patriotique qu'ont renforcées et soutenues les églises et organisations religieuses à Kiev et des deux côtés de la ligne de front. Le Conseil pan-ukrainien des églises et des organisations religieuses, qui regroupe de nombreux groupes religieux en Ukraine, a par exemple exhorté les Ukrainiens de différentes religions et confessions à aider les civils du Donbass et à défendre leur patrie contre les séparatistes, ce qui a attisé le discours sur l'identité religieuse qui fomente de plus en plus la division.

Ces tendances de mobilisation se sont accompagnées d'attaques hostiles et de pratiques discriminatoires entre groupes religieux. À partir de 2014, des bataillons nationalistes de volontaires ukrainiens et des unités de combat pro-russes ont agressé

des membres d'autres confessions. Plus récemment, des prêtres appartenant à l'EOU-PM ont dénoncé des menaces de violence physique et de coercition ayant pour but de forcer les gens à se convertir dans les régions contrôlées par le gouvernement. De la même manière, l'EOd'U, les églises évangéliques, les Témoins de Jéhovah et d'autres ont été touchés par les nouvelles procédures dans la région de Donbas, qui a demandé instamment à toutes les organisations religieuses, à l'exception de l'EOU-PM, de se soumettre à une évaluation et à un réenregistrement. La Mission spéciale de surveillance (MSS) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et le Haut-commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont exprimé leurs inquiétudes face à ces faits.

Les différends issus de transferts de paroisses au niveau local se sont multipliés étant donné que les paroisses doivent décider à quelle «Église-mère» elles veulent appartenir. Les dirigeants religieux comprennent qu'un transfert de paroisse pourrait les mettre, eux et leur église, en désaccord avec le clergé aligné avec Moscou ou Kiev. Les rumeurs de saisies d'églises qui circulent de même que des prises de contrôle réelles injectent un élément de douleur et de confusion dans la vie quotidienne des fidèles ordinaires.

La religion n'a cependant pas été seulement une force qui divise. Bien au contraire, de nombreux acteurs religieux continuent à

faire avancer la paix. Ils ont continuellement endossé le rôle d'activistes, de médiateurs initiés, d'aumôniers de prison et militaires et de fournisseurs de services humanitaires sur la ligne de front. Pendant les émeutes sur la place du Maïdan à Kiev en 2013 et 2014, les manifestants se sont réfugiés dans des lieux de culte. Des prêtres orthodoxes ont servi de médiateurs entre les autorités et l'opposition, encourageant le dialogue. Des dirigeants religieux et des prêtres ont servi leurs communautés vivant au milieu de la guerre des deux côtés du conflit dans le Donbass, continuant à diriger des prières et à fournir des services humanitaires de base.

Les acteurs religieux ont cependant de plus en plus de difficultés à déployer leurs efforts de consolidation de la paix et à promouvoir la cohésion sociale. Des procédures d'inscription strictes et des pratiques discriminatoires par les instances dirigeantes et les autorités de fait des deux côtés de la ligne de front nuisent au bon déroulement du travail entre juridictions. Certains acteurs religieux ont par conséquent commencé à faire, individuellement et clandestinement, la navette entre les communautés. De plus, les services fournis par les groupes et organisations religieux sont souvent présentés comme des «services séculaires», ce qui permet un échange entre les parties antago-

Les acteurs religieux ont de plus en plus de difficultés à déployer leurs efforts de consolidation de la paix.

nistes. La catégorisation neutre de ces services est en péril car la polarisation limite la collaboration pour ces efforts sur le terrain. Il demeure essentiel de garder les canaux de communication ouverts des deux côtés de la ligne de démarcation car ces organisations religieuses sont à même de renforcer le capital humain et de soutenir les efforts de consolidation de la paix.

Tensions dans l'orthodoxie mondiale

Ces tensions intra-orthodoxes selon les lignes de clivage politique ont aussi eu un impact sur l'orthodoxie mondiale. Les relations entre l'Église orthodoxe russe et le Patriarcat œcuménique de Constantinople sont tendues depuis des siècles. L'EOR prétend avoir le plus de paroisses et exige une reconnaissance correspondante. Elle avance que toutes les personnes de confession orthodoxe vivant dans les États post-soviétiques (à l'exception de la Géorgie et

de l'Arménie qui ont leurs propres églises autocéphales) devraient être sous la juridiction de l'EOR. Elle amalgame les aspirations nationales russes avec l'appartenance et l'autorité ecclésiastiques.

Le patriarche de l'EOU-PM et le primat de l'EOR sont d'avis que Bartholomée Ier aurait dû jouer le rôle de promoteur de la paix ou de médiateur entre les différentes églises orthodoxes en Ukraine au lieu de causer un «schisme». Leur position revêt entre autres un caractère politique et économique. L'EOR redoute de perdre jusqu'à un tiers de ses paroisses, en même temps que de précieux sites religieux en Ukraine comme la lauré des grottes de Kiev, si toutes les paroisses et les propriétés de l'EOU-PM étaient transférées à l'EOD'U. L'EOR craint en outre que la perte de paroisses ne nuise à son autorité au sein de l'orthodoxie mondiale. La décision de Constantinople a poussé l'EOR à couper les ponts avec Constantinople et à remettre effectivement à plus tard toute réunion panorthodoxe, ce qui diminue les chances de réconciliation.

Constantinople a d'autre part intérêt à défendre sa position de *primus inter pares* au sein de l'orthodoxie mondiale. Constantinople a accordé par le passé leur indépendance à des églises soumises antérieurement à son autorité ecclésiastique. En accordant l'autocéphalie à l'EOD'U, Constantinople a retiré à l'EOR son autorité sur les paroisses ukrainiennes. Constantinople est par conséquent accusée d'agir hors du cadre de ses compétences et d'avoir créé un dangereux précédent. L'EOR n'est pas la seule à craindre qu'il ne faille pas longtemps à d'autres Églises pour réclamer leur indépendance, comme celle de Lettonie ou de Moldavie de l'EOR ou la monténégrine et la nord-macédonienne de l'Église orthodoxe serbe.

L'obtention de l'autocéphalie a mis l'EOD'U au cœur de la rivalité entre Moscou et

Constantinople pour le prestige et l'autorité spirituelle. L'Église d'Ukraine ne bénéficie toutefois actuellement que de très peu de soutien extérieur. Sur les 14 églises autocéphales reconnues au sein de la tradition orthodoxe, seule l'Église de Grèce et le Patriarcat d'Alexandrie reconnaissent publiquement l'EOD'U. Historiquement, cependant, les églises nouvellement proclamées autocéphales mettent du temps à s'intégrer dans la communauté panorthodoxe au grand complet.

Un avenir incertain

L'autocéphalie accordée en 2019 a ajouté une dimension religieuse complexe à la guerre dans le Donbass et il reste à voir comment elle va évoluer. Une fois encore,

L'obtention de l'autocéphalie a mis l'EOD'U au cœur de la rivalité entre Moscou et Constantinople.

deux églises orthodoxes existent à l'intérieur du même territoire et nourrissent des ambitions crédibles de devenir l'église nationale de l'Ukraine. Le Kremlin et l'EOR s'accrochent à l'EOU-PM. Le gouvernement ukrainien, en attendant, est préoccupé par des questions sécuritaires, politiques et économiques liées au conflit du Donbass. Il est par conséquent peu probable qu'il intervienne politiquement au nom d'une certaine église. De façon générale, le contrôle du pouvoir religieux restera un sujet de désaccord entre Moscou et Kiev car il est probable qu'il y aura des querelles au sujet de la propriété de sites religieux importants et des transferts de paroisses et que la reconnaissance de l'indépendance de l'EOD'U par la communauté orthodoxe se solidifiera.

Bien que la revendication d'autocéphalie existe depuis les années 1990 au moins, il faut lire sa déclaration dans le contexte du conflit contemporain du Donbass. M. Poroshenko a intensifié par ses discours la nervosité entourant le lien entre l'EOU-

PM et l'EOR et le gouvernement russe, ce qui a eu pour effet de polariser encore plus l'appartenance ecclésiastique. Aux yeux du public, la distance de M. Zelensky par rapport aux questions religieuses est perçue comme indifférence vis-à-vis de l'EOD'U dans un contexte où les relations Église-État sont historiquement étroites. En substance, la perte de soutien politique à l'intérieur de l'Ukraine et le manque de soutien de la part d'autres églises autocéphales dans le monde ont affaibli la nouvelle Église. Les dirigeants de l'EOD'U n'ont pas fait grand-chose pour communiquer ces limitations ou répondre aux attentes des fidèles. De ce fait, l'enthousiasme du public à l'égard de l'EOD'U s'est refroidi et l'Église est de plus en plus considérée comme un projet politique.

Reconnaître que le conflit en Ukraine et à ses frontières ne se manifeste pas seulement par des litiges territoriaux mais se traduit aussi par des problèmes d'institutions religieuses, de pouvoir et d'identité commune représente une démarche importante pour comprendre d'une manière plus holistique le conflit et les possibilités de sa résolution. Bien que les litiges concernant l'appartenance ecclésiastique et le pouvoir n'aient pas encore débouché sur une escalade du conflit en Ukraine, il est vivement recommandé aux décideurs politiques internationaux de surveiller de près ces dynamiques afin d'éviter que la question ne puisse être encore plus politisée.

Cora Alder est program officer au sein du Mediation Support Team au Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich.

Palwasha L. Kakar est senior program officer dans le domaine de la religion et des sociétés inclusives au U.S. Institute of Peace (USIP).

Leslie Minney est program specialist (Russia Program) au U.S. Institute of Peace (USIP).

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Julian Kamasa, Fabien Merz, Lisa Watanabe, Benno Zogg
Traduction: Interserv; Relecture: Fabien Merz
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000402800

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

Les opérations militaires en milieu urbain No 257
Sécurité spatiale: la prochaine décennie No 256
Les nouvelles technologies et les frontières en Europe No 255
Le Moyen-Orient et la nouvelle route de la soie No 254
L'approvisionnement du pays en cas de crise No 253
Les cessez-le-feu dans les processus de paix intraétatiques No 252